COMMUNE D'ALBIGNY SUR SAONE

COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL du 22 février 2017 à 20 heures

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 février 2017

Nombre de conseillers en exercice : **23** présents : **19** votants : **21**

PRÉSENTS : Monsieur Jean Paul COLIN, Monsieur Gilbert CONVARD, Monsieur Michel BALAIS, Monsieur Frank CHOSSET, Madame Marie-Christine CORREDERA, Monsieur Yves CHIPIER, Madame Marie-Laure WACK, Madame Colette TOUQUET, Madame Claudette DALL'ACQUA, Monsieur Guy VESSIÈRES, Monsieur Alain BONY, Monsieur Denis DE MARINIS, Monsieur Bernard LAULAGNET, Madame Claire BELLÉ, Monsieur Herlander LOURENÇO, Madame Martine PARIS, Madame Nathalie DEPAOLI, Monsieur Franck ARGENTO, Monsieur Daniel GIRAUD.

EXCUSÉS : Madame Béatrice LEYRELOUP, Monsieur Philippe SIMON, Madame Corélia DUHOUX, Madame Maryline SAINT-CYR

Madame Béatrice LEYRELOUP donne pouvoir à Monsieur Gilbert CONVARD

Madame Maryline SAINT-CYR donne pouvoir à Monsieur Bernard LAULAGNET

Adoption du compte rendu de séance précédente.

Monsieur Herlander LOURENÇO donne lecture du compte-rendu de la séance précédente.

Le compte-rendu est adopté à la majorité, trois votes contre.

1 - INSTALLATION DE DEUX CONSEILLERS MUNICIPAUX EN REMPLACEMENT DE DEUX CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉMISSIONNAIRES

Monsieur le maire indique que

Monsieur Jean Marc PAGUE, élu de la liste « Ensemble pour Albigny » a transmis sa démission de conseiller municipal par courrier en date du 19 janvier 2017 réceptionné le 20 janvier, conformément aux dispositions de l'article L 2121-4 du CGCT.

Il indique ensuite que par lettre en date du 23 janvier 2017 adressée Monsieur le Préfet du Rhône, Madame Valérie BURTIN élue de la liste « Ensemble pour Albigny », a décidé de démissionner de son mandat d'adjointe au maire et de conseillère municipale. Monsieur le Préfet a accepté sa démission de ses fonctions d'adjoint au maire le 27 janvier 2017, conformément aux dispositions de l'article L 2122-15 du CGCT.

Suivant le Code électoral et notamment son article L 270, dans les communes de 1 000 habitants et plus, le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal de la même liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit. Le remplaçant n'a pas obligation d'être du même sexe que celui de la personne dont le siège est devenu vacant.

Suite à la démission de Monsieur Jean Marc PAGUE, Monsieur le Maire a sollicité Monsieur Franck ARGENTO, candidat suivant sur la liste « Ensemble pour Albigny », qui a accepté la fonction par courrier en date du 27 janvier 2017.

Monsieur le Maire indique qu'il a donc immédiatement conféré la qualité de conseiller municipal à Monsieur Franck ARGENTO et l'a installé au sein du Conseil municipal de la commune.

Suite à la démission de Madame Valérie BURTIN, Madame Michèle GERBIER, candidate suivante sur la liste « Ensemble pour Albigny », a été sollicitée pour la remplacer. Madame GERBIER ayant refusé la fonction par courrier réceptionné le 1^{er} février 2017, c'est Monsieur Daniel GIRAUD, suivant sur la liste qui remplacera Madame Valérie BURTIN.

Monsieur le Maire indique qu'il a immédiatement conféré la qualité de conseiller municipal à Monsieur Daniel GIRAUD et l'a installé au sein du Conseil municipal de la commune.

Le tableau du conseil municipal tenant compte de ces installations sera modifié.

Le conseil municipal prend acte de l'installation de Monsieur Franck ARGENTO et de Monsieur Daniel GIRAUD en qualité de conseiller municipal

2 – ÉLECTION D'UN NOUVEL ADJOINT AU MAIRE SUITE À LA DÉMISSION DE MADAME VALÉRIE BURTIN

Monsieur le Maire rappelle que suite au renouvellement du conseil municipal du 23 mars 2014, le nombre des adjoints a été porté à 5 par délibérations du 29 avril 2014.

Par courrier du 23 janvier 2017 Madame Valérie BURTIN a décidé de présenter sa démission de ses fonctions de 3^{ème} adjointe et de conseillère municipale. Sa démission a été acceptée le 27 janvier 2017 par le Représentant de l'Etat dans le département.

Pour procéder à son remplacement et en application de l'article L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient au préalable de demander au conseil municipal son assentiment pour pourvoir le poste.

Par ailleurs en vertu des dispositions des articles L 2122-10 et R 2121-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordre du tableau des adjoints est déterminé par l'ordre de nomination et entre adjoints élus sur une même liste par l'ordre de présentation sur la liste, sous réserve du cas où le conseil municipal déciderait que ce nouvel adjoint occupe dans l'ordre du tableau, le même rang que l'élu qui occupait le poste précédemment. Monsieur le Maire propose de désigner un nouvel adjoint qui occupera le 5^{ème} rang du tableau.

Monsieur le Maire rappelle que, lorsque l'élection d'un adjoint se déroule au scrutin uninominal, celui-ci est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du conseil municipal.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus (art. L. 2122-4, L2122-7, L2122-7-1 et L. 2122-7-2 du CGCT).

Le Conseil Municipal :

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2122-7-2,

Vu la délibération 29 avril 2014 portant à 5 le nombre des adjoints pour la commune d'Albigny sur Saône,

Vu la démission en date du 27 janvier 2017 de Madame Valérie BURTIN de ses fonctions de 3^{ème} adjoint,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve le maintien à 5 du nombre des adjoints
- Approuve la désignation d'un nouvel adjoint au 5^{ème} rang du tableau
- Décide de procéder immédiatement aux opérations de vote pour l'élection d'un adjoint dans les conditions prescrites par les articles L2122-4 et L 2122-7 du code général des collectivités territoriales.

Vu la candidature de Madame Claudette DALL'ACQUA

Vu les résultats du premier tour de scrutin:

- Nombre de votants :	21	
- Bulletins nuls :	0	
- Suffrages exprimés :	21	
- Majorité absolue :	11	
Madame Claudette DALL'ACQUA:		21 voix

Madame Claudette DALL'ACQUA ayant obtenu la majorité absolue, est proclamée en qualité d'adjoint au maire et immédiatement installée dans ses fonctions dans l'ordre du tableau :

Madame Claudette DALL'ACQUA, 5^{ème} adjoint

Le tableau des adjoints est modifié comme suit :

1^{er} Adjoint : Monsieur Gilbert CONVARD
2^{ème} Adjoint : Monsieur Michel BALAIS
3^{ème} Adjoint : Monsieur Franck CHOSSET
4^{ème} Adjoint : Madame Marie-Christine CORREDERA
5^{ème} Adjoint : Madame Claudette DALL'ACQUA

3 – INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS

Monsieur le Maire expose que par délibération du 29 juin 2016, le Conseil municipal a fixé les modalités d'attribution et le montant des indemnités allouées aux élus.

Il rappelle que le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal délégué est, dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées, fixé aux taux suivants (en % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique) :

- Pour le maire :

Maire :	38 % de l'indice 1015
---------	-----------------------

- Pour les adjoints :

1 ^{er} adjoint :	14.58 % de l'indice 1015
2 ^e adjoint :	14.58 % de l'indice 1015
3 ^e adjoint :	14.58 % de l'indice 1015
4 ^e adjoint :	14.58 % de l'indice 1015
5 ^e adjoint :	14.58 % de l'indice 1015

- Pour le conseiller municipal délégué :

Conseiller municipal, bénéficiant d'une délégation de fonction du maire :	14.58 % de l'indice 1015
---	--------------------------

Suite à la démission de Madame Valérie BURTIN et à l'élection d'une nouvelle adjointe le 22 février 2017, il y a lieu de mettre à jour le tableau nominatif annexé à la délibération. Le nouvel adjoint percevra les mêmes indemnités que l'adjoint démissionnaire, les indemnités attribuées aux autres élus rémunérés étant inchangées.

Le montant de l'indemnité brute mensuelle sera au taux de 14,58% de l'indice 1015, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Adopter le nouveau tableau nominatif récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal à compter du 22 février 2017 qui sera annexé à la présente délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2123-20 à L.2123-24-1 et R.2123-23,

Vu l'article L 2123-23 Code Général des Collectivités Territoriales fixant les taux de référence des indemnités de fonction allouées au Maire ;

Vu les articles L2123-24 et L 2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant le taux maximum des indemnités de fonction susceptibles d'être versées aux adjoints et aux conseillers municipaux

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2123-30 et suivants,

Vu la délibération du 29 juin 2016 relative aux indemnités de fonction au maire aux adjoints, et du conseiller municipal délégué

Considérant l'élection du nouvel adjoint en date du 22 février 2017 en remplacement de Madame Valérie BURTIN, 3^{ème} adjointe démissionnaire ;

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de fixer, dans les conditions prévues par la loi, les indemnités de fonction versées à chacun des adjoints au maire, étant entendu que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal,

22 février 2017

Commune d'Albigny sur Saône

Tableau récapitulatif des indemnités allouées aux membres du Conseil Municipal

à compter du 22 février 2017

Indemnités de fonction du maire :

Monsieur Jean Paul COLIN : 38 % de l'indice brut 1015

Indemnité de fonction des adjoints :

1^{er} adjoint, Monsieur Gilbert CONVARD : 14.58 % de l'indice brut 1015

2^{ème} adjoint Monsieur Michel BALAIS : 14.58 % de l'indice brut 1015

3^{ème} adjoint Monsieur Frank CHOSSET 14.58 % de l'indice brut 1015

4^{ème} adjoint, Madame Marie-Christine CORREDERA 14.58 % de l'indice brut 1015

5^{ème} adjoint, Madame Claudette DALL'ACQUA 14.58 % de l'indice brut 1015

Indemnité de fonction de Conseiller municipal délégué

Monsieur Yves CHIPIER : 14.58 % de l'indice brut 1015

4 – COMMISSIONS MUNICIPALES – MODIFICATIONS

Monsieur le Maire expose que suite aux élections municipales de 2014, le conseil municipal a décidé de former les commissions permanentes chargées d'étudier les affaires qui leur sont soumises.

Ces commissions dont la composition respecte le principe de la représentation proportionnelle ont été composées par lors de la séance du 17 et du 29 avril 2014 puis modifiées lors de la séance du 30 septembre 2015.

A la suite de la démission de Madame Valérie BURTIN de son mandat de conseillère municipale, de l'installation de deux nouveaux conseillers municipaux et des souhaits exprimés par certains, il convient de modifier les commissions municipales.

Il sera pourvu au remplacement des postes vacants par un membre du même groupe politique que le démissionnaire.

Mme Nathalie DEPAOLI a demandé à ne plus être membre de la commission « association communication », Mme Colette TOUQUET est candidate pour être membre de la commission.

Mme Claudette DALL'ACQUA souhaite ne plus faire partie de la commission cadre de vie prévention des risques, M. Franck ARGENTO est candidat pour être membre de la commission.

M. Yves CHIPIER est candidat pour devenir membre de la commission « vie scolaire et jeunesse » en remplacement de Mme Valérie BURTIN.

Mme Marie-Christine CORREDERA a demandé à ne plus faire partie de la commission « travaux », Mme Nathalie DEPAOLI est candidate pour être membre de la commission.

Mme Claire BELLE souhaite ne plus être membre de la commission « travaux », M. Daniel GIRAUD est candidat pour être membre de la commission.

M Denis DE MARINIS souhaite ne plus faire partie de la commission « Travaux », M. Bernard LAULAGNET est candidat pour le remplacer.

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT, il est proposé au conseil Municipal, en l'absence de dispositions législatives ou réglementaires prévoyant expressément l'usage du bulletin secret pour cette désignation, de procéder par vote à main levée

Le Conseil Municipal ;

Vu l'article L 2121-22 et L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations N°2014-028, 2014-029, 2014-030 du 17 avril 2014 et la délibération N°2014-035 du 29 avril 2014 ayant institué les commissions municipales et les délibérations N° 2015-030 et 2015-031 du 30 septembre 2015 les ayant modifiées ;

Considérant les postes vacants et les candidatures enregistrées,

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement d'un poste par un membre du même groupe politique que le démissionnaire,

- Décide, à l'unanimité, en application l'article L2121-21 du code général des collectivités territoriales, de ne pas procéder au vote à bulletin secret
- Elit à l'unanimité :
 - o Mme Colette TOUQUET en tant que membre de la commission « Association communication »
 - o M. Franck ARGENTO en tant que membre de la commission « Cadre de vie, prévention des risques »
 - o M. Yves CHIPIER en tant que membre de la commission « Vie scolaire et Jeunesse »
 - o Mme Nathalie DEPAOLI, M. Daniel GIRAUD, M. Bernard LAULAGNET en tant que membres de la commission « Travaux »
- dit que la composition des commissions municipales est modifiée en conséquence comme suit

Commission « Associations - Communication » : M. Gilbert CONVARD, Mme Martine PARIS, Mme Béatrice LEYRELOUP, Mme Colette TOUQUET, M. Herlander LOURENÇO, Mme Corélia DUHOUX, M. Denis DE MARINIS

Commission « Cadre de Vie et Prévention des Risques »: M. Michel BALAIS, Mme Claire BELLE, Mme Nathalie DEPAOLI, M. Alain BONY, M. Franck ARGENTO, M. Bernard LAULAGNET, M. Denis DE MARINIS

Commission « Vie scolaire et Jeunesse »: Mme Claudette DALL'ACQUA, M. Herlander LOURENÇO, Mme Marie-Laure WACK, Mme Béatrice LEYRELOUP, M. Yves CHIPIER, Mme Corélia DUHOUX, Mme Maryline SAINT-CYR.

Commission « Travaux »: M. Frank CHOSSET, Mme Nathalie DEPAOLI, M. Guy VESSIÈRES, M. Alain BONY, M. Daniel GIRAUD, M. Philippe SIMON, M. Bernard LAULAGNET.

5 – RÉÉLECTION DES REPRÉSENTANTS AU CA DU CCAS

Monsieur le Maire expose que le centre communal d'action sociale est un établissement public administratif présidé par le Maire. Le conseil d'administration dont la composition est fixée par le code de l'action sociale et des familles, comprend, à parité, des conseillers élus par le conseil municipal et des et des membres nommés par le Maire

Par délibération du 17 avril 2014, le conseil municipal a fixé la composition du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale et procédé à l'élection de ses représentants :

Une liste a été déposée et les représentants suivants ont été élus : Monsieur Jean Marc PAGUE, Mme Marie Christine CORREDERA, Mme Martine PARIS, Mme Colette TOUQUET, M. Guy VESSIERES, Mme Marie-Laure WACK, Monsieur Philippe SIMON, Mme Maryline SAINT-CYR

Suite à la démission de Monsieur Jean Marc PAGUE de son mandat de conseiller municipal, il convient de procéder à une nouvelle élection de l'ensemble des administrateurs élus conformément à l'article R 123-9 du code de l'action sociale et des familles, la liste ne permettant pas de pourvoir le siège vacant.

L'article R123-8 du code de l'action sociale et des familles, dispose que l'élection se fait au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage, ni vote préférentiel.

Une liste respectant la représentation des différentes composantes du conseil municipal, composée de : Mme Marie Christine CORREDERA, Mme Martine PARIS, Mme Colette TOUQUET, M. Guy VESSIERES, Mme Marie-Laure WACK, Monsieur Franck ARGENTO. Monsieur Philippe SIMON, Mme Maryline SAINT-CYR, a été constituée.

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT, si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-21

Vu le code de l'Action sociale et des Familles et notamment l'article R123-9

Vu la délibération n°2014-026 du 17 avril 2014 désignant les délégués du conseil municipal au conseil d'administration du CCAS

Vu la démission de Monsieur Jean Marc PAGUE de son mandat de conseiller municipal

Considérant que lorsqu'une seule liste a été présentée après appel à candidatures, les nominations prennent effet immédiatement et il en est donné lecture par le Maire

- Valide les nominations des membres du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration du CCAS :

Mme Marie Christine CORREDERA, Mme Martine PARIS, Mme Colette TOUQUET, M. Guy VESSIERES, Mme Marie-Laure WACK, Monsieur Franck ARGENTO M. Philippe SIMON, Mme Maryline SAINT-CYR sont élus

6 – DÉSIGNATION D'UN DÉLÉGUÉ TITULAIRE ET D'UN DÉLÉGUÉ SUPPLÉANT AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU LYCÉE ROSA PARKS

Monsieur le Maire expose que la commune adhère au Syndicat Intercommunal du Lycée Rosa Parks de Neuville. A ce titre, elle a désigné ses délégués (2 titulaires et 2 suppléants) par élection au scrutin secret le 4 avril 2014 :

Titulaires : Monsieur Michel BALAIS, Madame Valérie BURTIN

Suppléants : Madame Martine PARIS, Madame Claudette DALL'ACQUA

Suite à la démission de Madame Valérie BURTIN, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau délégué titulaire et d'un nouveau délégué suppléant, Madame Claudette DALL'ACQUA souhaitant devenir titulaire.

Les candidatures suivantes sont enregistrées :

Titulaire : Madame Claudette DALL'ACQUA,

Suppléant : Monsieur Yves CHIPIER

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT, si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Le Conseil Municipal :

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2121-21 et L 5211-7,

Vu les statuts du Syndicat Intercommunal du Lycée Rosa Parks de Neuville,

Vu les résultats de l'élection du conseil municipal du 23 mars 2014,

Vu la délibération n° 2014-014 du 4 avril 2014,

Vu la nécessité de pourvoir au remplacement d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant

Considérant que lorsqu'une seule candidature a été enregistrée pour chaque poste à pourvoir les nominations prennent effet immédiatement et il en est donné lecture par le Maire

- Valide la désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant appelés à siéger au Comité Syndical du Syndicat Intercommunal du Lycée Rosa Parks de Neuville :
Titulaire : Madame Claudette DALL'ACQUA:
Suppléant : Monsieur Yves CHIPIER :
- Dit que désormais la commune est représenté par : Monsieur Michel BALAIS et Madame Claudette DALL'ACQUA en tant que délégué titulaire ; Madame Martine PARIS et Monsieur Yves CHIPIER en tant que délégué suppléant, au Syndicat Intercommunal du Lycée Rosa Parks de Neuville.

7 – REPRÉSENTATION AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CHG

Monsieur le Maire expose que le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010, qui fait suite à la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, fixe notamment les missions, la composition ainsi que le mode de fonctionnement des conseils de surveillance des établissements publics de santé.

En application de ces dispositions, la représentation de la commune au sein du conseil de surveillance est du Centre Hospitalier Gériatrique du Mont d'Or est assurée par le Maire ou son représentant.

Lui-même étant déjà chargé de représenter la Métropole de Lyon au sein de cette instance, le Conseil Municipal, par délibération du 20 juin 2014, a désigné Monsieur Jean Marc PAGUE pour représenter la commune.

Suite à la démission de Monsieur Jean Marc PAGUE de son mandat de conseiller municipal, il convient de procéder à la désignation d'un représentant du Conseil Municipal au conseil de surveillance du Centre Hospitalier Gériatrique du Mont d'Or.

Monsieur le Maire propose de désigner Madame Marie-Christine CORREDERA,

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT, il est proposé au Conseil Municipal, en l'absence de dispositions législatives ou réglementaires prévoyant expressément l'usage du bulletin secret pour cette désignation, de procéder par vote à main levée.

Le Conseil Municipal,

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 21 juillet 2009,

Vu le décret n°2010-361 du 8 avril 2010,

Vu la délibération du 20 juin 2014,

Après en avoir délibéré :

- Décide, à l'unanimité, en application l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, de ne pas procéder au vote à bulletin secret ;
- Procède à l'élection d'un représentant du Conseil Municipal au conseil de surveillance du Centre Hospitalier Gériatrique du Mont d'Or ;

Madame Marie-Christine CORREDERA est élue, à l'unanimité, en tant que déléguée au conseil de surveillance du Centre Hospitalier Gériatrique du Monts d'Or.

8 –REPRÉSENTATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION D' A. I. A D

Monsieur le Maire expose que la commune fait partie du conseil d'administration de l'Association Intercommunale d'Aide à Domicile Saône Mont d'Or (AIAD). Elle est représentée par le Maire et un représentant.

Suite à la démission de Monsieur Jean Marc PAGUE de son mandat de conseiller municipal, il convient de procéder à la désignation d'un représentant du Conseil Municipal au conseil d'administration d'AIAD.

Monsieur le Maire propose de désigner Madame Marie-Christine CORREDERA.

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT, il est proposé au conseil Municipal, en l'absence de dispositions législatives ou réglementaires prévoyant expressément l'usage du bulletin secret pour cette désignation, de procéder par vote à main levée.

Le Conseil Municipal,

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de l'Association Intercommunale d'Aide à Domicile Saône Mont d'Or,

Après en avoir délibéré :

- Décide, à l'unanimité, en application l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, de ne pas procéder au vote à bulletin secret.
- Procède à l'élection d'un représentant de la Commune au sein du conseil d'administration de l'Association Intercommunale d'Aide à Domicile Saône Mont d'Or (AIAD).

Madame Marie-Christine CORREDERA est élue à l'unanimité, en tant que représentante de la commune au conseil d'administration de l'Association Intercommunale d'Aide à Domicile Saône Mont d'Or (AIAD).

9 – REPRÉSENTATION AU RAMMO D'OR

Monsieur le Maire rappelle que la commune fait partie du conseil d'administration de l'association « Le RAMMO D'OR ». Elle est représentée par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Los de la séance du 4 avril 2014 avaient été désignés :
Titulaire : Madame Valérie BURTIN
Suppléant : Madame Martine PARIS

Suite à la démission de Madame Valérie BURTIN, il est nécessaire de procéder à la désignation d'un nouveau représentant titulaire.

La candidature de Madame Claudette DALL'ACQUA a été enregistrée.

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT, il est proposé au conseil Municipal en l'absence de dispositions législatives ou réglementaires prévoyant expressément l'usage du bulletin secret pour cette désignation de procéder par vote à main levée. L'élection se fait au scrutin majoritaire.

Le Conseil Municipal :

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les résultats des élections municipales du 23 mars 2014,

Vu les statuts de l'association « Le RAMMO d'Or »,

Vu la délibération du n°2014-020 du 04/04/2014,

Après en avoir délibéré :

- Décide, à l'unanimité, en application l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, de ne pas voter à bulletin secret.
- Procède à l'élection représentante titulaire pour siéger au conseil d'administration de l'association « Le RAMMO d'Or »

Madame Claudette DALL'ACQUA est élue à l'unanimité, en tant que représentant titulaire

- Dit que désormais la commune est représentée par : Madame Claudette DALL'ACQUA en tant que représentante titulaire ; Madame Martine PARIS en tant que représentante suppléante.

10 – REPRÉSENTATION AUX CONSEILS D'ÉCOLE MATERNELLE ET ÉLÉMENTAIRE

Monsieur le Maire expose qu'en application de l'article D 411-1 du code de l'éducation, la commune est représentée aux conseils d'école maternelle et d'école élémentaire par deux élus : le maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le conseil municipal.

Le conseil municipal de la séance du 17 avril 2014 avait désigné comme déléguée du conseil municipal Madame Claudette DALL'ACQUA, le Maire étant représenté par Madame Valérie BURTIN, Adjointe à la vie scolaire et à la jeunesse.

Suite à la démission de Madame BURTIN, Madame Claudette DALL'ACQUA devenue adjointe représentera le Maire.

Il est nécessaire de procéder à la désignation d'un nouveau délégué du conseil municipal. La candidature de Monsieur Yves CHIPIER a été enregistrée.

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT, il est proposé au Conseil Municipal, en l'absence de dispositions législatives ou réglementaires prévoyant expressément l'usage du bulletin secret pour cette désignation, de procéder par vote à main levée.

Le Conseil Municipal:

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article D411-1 du code de l'Education,

Vu les résultats des élections municipales du 23 mars 2014,

Vu la délibération du n°2014-031 du 17/04/2014,

Après en avoir délibéré :

- Décide, à l'unanimité, en application l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, de ne pas procéder au vote à bulletin secret.
- Procède à l'élection d'un délégué aux conseils de l'école maternelle et de l'école élémentaire :

Monsieur Yves CHIPIER est élu, à l'unanimité, en tant délégué aux conseils de l'école maternelle et de l'école élémentaire.

11 – REPRÉSENTATION AU FICHER COMMUN DU RHÔNE

Monsieur le Maire expose que la commune adhère à l'association de gestion du fichier commun la demande locative sociale du Rhône.

Lors de la séance du 6 avril 2016 la commune a désigné ses représentants pour siéger à l'assemblée générale de l'association :

Titulaire : Monsieur Jean Marc PAGUE

Suppléant : Madame Marie-Christine CORREDERA

Suite à la démission de Monsieur Jean Marc PAGUE, il est nécessaire de procéder à la désignation d'un nouveau représentant titulaire et d'un nouveau représentant suppléant, Marie-Christine CORREDERA présentant sa candidature comme titulaire.

Les candidatures enregistrées sont les suivantes :

Titulaire : Madame Marie-Christine CORREDERA

Suppléant : Monsieur Yves CHIPIER

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT, il est proposé au Conseil Municipal, en l'absence de dispositions législatives ou réglementaires prévoyant expressément l'usage du bulletin secret pour cette désignation, de procéder par vote à main levée.

Le Conseil Municipal :

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les résultats des élections municipales du 23 mars 2014,

Vu les statuts de l'association de gestion du fichier commun de la demande locative sociale du Rhône ;

Vu la délibération n°2016-013 du 6 avril 2016,

Après en avoir délibéré :

- Décide, à l'unanimité, en application l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, de ne pas procéder au vote à bulletin secret.
 - Procède à l'élection d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au conseil d'administration de l'association de gestion du fichier commun la demande locative sociale du Rhône :
- Madame Marie-Christine CORREDERA est élue à l'unanimité en tant que représentante titulaire.
 - Monsieur Yves CHIPIER est élue à l'unanimité en tant que représentant suppléant.

12 – DÉCISIONS DU MAIRE PRISES PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

En application des dispositions de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire a reçu délégation du conseil municipal dans les conditions prévues par la délibération du 29 mars 2014.

En conséquence, le Maire informe le Conseil Municipal des décisions suivantes qui ont été prises conformément à la délégation :

Pour l'année 2016 :

- **Décision n°53-2016** : relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise APE CONSEIL pour la fourniture d'un vidéoprojecteur pour le Groupe Scolaires "Les Frères VOISIN". Le montant du marché s'élève à 1 636,16 € H.T.
- **Décision n°54-2016** : relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise APE CONSEIL pour la fourniture de matériels informatiques pour la mairie et la bibliothèque municipal. Le montant du marché s'élève à 4 677,27 € H.T.
- **Décision n°55-2016** : relative à la conclusion d'un marché de service avec l'entreprise SCP J & P MARIN pour l'établissement d'un Diagnostic Thermique avec recensement et estimation des travaux dans le cadre de la création d'un restaurant scolaire et de la restructuration du Groupe Scolaire « Les Frères VOISIN ». Le montant du marché s'élève à 4 500,00 € H.T.

Pour l'année 2017 :

- **Décision n°01-2017** : relative à la conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise MIROITERIE DENIS CHARIGNON pour la pose de double vitrages isolants dans le cadre de la rénovation du bar "Le Marronnier Centenaire". Le montant du marché s'élève à 811,46 € H.T.
- **Décision n°02-2017** : relative à la conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise ROMEGGIO pour des travaux de plâtrerie pour la rénovation du bar "Le Marronnier Centenaire". Le montant du marché s'élève à 3 718,12 € H.T.
- **Décision n°03-2017** : relative à la conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise VOLTIER pour des travaux d'électricité pour la rénovation du bar "Le Marronnier Centenaire". Le montant du marché s'élève à 1 757,00 € H.T.
- **Décision n°04-2017** : relative à la conclusion d'un marché de service avec l'entreprise MGE pour la maintenance préventive de la porte et du portail automatique de la mairie ainsi que celui de la maison des associations. La durée du contrat est de trois ans. Le montant annuel s'élève à 630,00 € H.T., soit 1 890,00 € H.T. sur la durée totale du marché.

- **Décision n°05-2017** : relative à la conclusion d'un marché de service avec l'entreprise ESAT SAINT LEONARD pour l'entretien du parc de l'accueil pour l'année 2017. Le montant du marché s'élève à 5 937,80 € H.T.
- **Décision n°06-2017** : relative à l'attribution de la concession funéraire n°857 à la famille MICHON.
- **Décision n°07-2017** : relative à l'attribution de la concession funéraire n°858 à la famille TERRASSON.
- **Décision n°08-2017** : relative à la conclusion d'un accord-cadre d'infogérance avec l'entreprise APE CONSEIL pour la maintenance informatique de la mairie et des établissements publics communaux. La durée de cet accord-cadre mono-attributaire est de 2 ans. Le montant total des commandes sur toute la durée de l'accord cadre est défini comme suit : seuil minimum : 20 000,00 € HT ; seuil maximum : 89 000,00 € HT.
- **Décision n°09-2017** : relative à la conclusion d'un marché de service avec l'entreprise PRO URBA (DIVERS CITE) pour la maintenance des aires collectives de jeux pour une durée de 4 ans. Le montant annuel du marché s'élève à 1 520,00 € H.T., soit 6 080,00 € H.T. sur la durée totale du marché.
- **Décision n°10-2017** : relative à la conclusion d'un marché de service avec l'entreprise SEMCO pour la remise en état des passages sélectifs du parc de l'accueil. Le montant du marché s'élève à 2 022,00 € H.T.
- **Décision n°11-2017** : relative à la constitution de partie civile de la commune suite à l'agression en date du 8 août 2016 de la policière municipale.
- **Décision n°12-2017** : relative à l'attribution de la concession funéraire n°859 à la famille GERBIER.

Le conseil municipal prend acte de cette communication.

13 – REVERSEMENT À LA COMMUNE DE CURIS AU MONT D'OR D'UNE PART DE LA PRESTATION DE SERVICE JEUNESSE VERSÉE PAR LA CAF POUR L'ANNÉE 2015

Madame Claudette DALL'ACQUA rappelle qu'AGDS est gestionnaire des activités du centre de loisirs « ALBIJEUNES » dans le cadre du contrat de délégation du service public enfance et Jeunesse et perçoit à ce titre une subvention de fonctionnement de la commune.

La structure étant ouverte aux enfants d'Albigny et de CURIS, la commune de Curis au Mont d'Or verse chaque année une participation à la commune d'Albigny sur Saône. Cette participation est calculée sur la base du quart de la subvention versée à AGDS par la commune pour l'accueil Adolescents et le centre de loisirs.

La commune d'Albigny Sur Saône, quant à elle, reverse à la commune de Curis au Mont d'Or une part de la Prestation de Service Jeunesse attribuée par la CAF du Rhône dans le cadre du Contrat Enfance et Jeunesse, correspondant au quart du montant attribué par la CAF du Rhône pour l'activité Centre de loisirs.

Le reversement à effectuer par la commune pour l'année 2015 s'établit comme suit :

Subvention versée par Albigny à AGDS :	63 340 €
Participation versée par CURIS :	15 835 €
Prestation de Service CAF :	24 330.68 €
Montant à reverser à CURIS :	6 082.67 €

Le montant à reverser pour l'année 2015 est de 6 082.67 €.

Le Conseil Municipal est invité à approuver le montant à reverser au titre de l'année 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de verser la somme de 6 082.67 € à la commune de Curis Au Mont D'or correspondant au quart de la prestation de service jeunesse versée par la Caf au titre de l'année 2015 pour l'activité centre de loisirs « ALBIJEUNES ».
- Dit que la dépense sera imputée à l'article 657348.

14 - CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DU RÉSEAU D'AIDES SPÉCIALISÉES AUX ELÈVES EN DIFFICULTÉ (RASED)

Madame Claudette DALL'ACQUA rapporte que suite à une décision de l'académie, la commune d'Albigny qui était rattachée au Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté (RASED) de Neuville Sur Saône est désormais rattaché au RASED de Fontaines sur Saône.

Celui-ci regroupe les communes d'Albigny-sur-Saône, de Cailloux-sur-Fontaines, de Couzon-au-Mont-d'Or, de Fontaines-Saint-Martin, de Fontaines-sur-Saône, de Rochetaillée et de Saint-Romain-au-Mont-d'Or

Comme toute dépense liée au fonctionnement de l'école, l'Etat prend en charge la rémunération des personnels et les communes assurent les dépenses de fonctionnement

Le projet de convention soumis à l'assemblée a pour objet de définir les modalités de participation financière des communes aux charges du service.

Les sept communes participeront aux dépenses courantes de celui-ci (fournitures, petit équipement, charges diverses) pour un budget annuel maximum de 2 000,00 €.

Les dépenses courantes seront engagées par la commune de Fontaines-sur-Saône.

La participation financière de chaque commune sera calculée sur la base de la dépense annuelle divisée par le nombre total de dossiers puis multipliée par le nombre de dossiers de la commune concernée.

Le Maire de la commune de Fontaines-sur-Saône établira auprès des communes signataires un titre de recettes correspondant à leur participation annuelle.

Concernant les dépenses exceptionnelles, toute dépense exceptionnelle (de fonctionnement ou d'investissement) dépassant le cadre des dépenses courantes devra faire l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des communes, après discussion préalable sur l'opportunité de la dépense. La participation financière de cette dépense sera calculée sur la base de du montant de la dépense divisée par le nombre de communes.

Il est d'ores et déjà envisagé d'engager une dépense exceptionnelle par avenant pour l'achat de matériel dédié à la réalisation de bilans psychologiques pour un montant maximum de 2 000,00 € à répartir à parts égales entre les sept communes, soit au maximum 286,00 € par commune.

Le Conseil Municipal :

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le projet de convention,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve la convention de participation financière entre communes membres du réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (R.A.S.E.D.).
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention entre communes membres du réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (R.A.S.E.D.) ainsi que tout document relatif à ce dossier

- Autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant à intervenir par la suite pour l'acquisition de test psychologique.

15 – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CRÉATION D'UN POSTE D'ATTACHÉ OU D'ATTACHÉ PRINCIPAL

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

La délibération adoptée le 21 décembre dernier concernant la création d'un emploi de directeur général des services ayant fait l'objet d'observation de la part de la préfecture, il est proposé de la retirer et de prendre une nouvelle délibération.

Monsieur le Maire rappelle que la directrice des services quittera ses fonctions le 1^{er} mai 2017. Pour assurer la continuité des services et permettre un temps de passation avec son remplaçant, il convient de procéder à la création à compter du 1^{er} avril 2017, d'un emploi à temps complet d'attaché, ouvert aux fonctionnaires relevant des grades d'attaché ou d'attaché principal dans le cadre d'emploi des attachés territoriaux, pour exercer la fonction de directeur général des services.

La rémunération et la durée de carrière seront celles fixées par la réglementation en vigueur conformément au statut particulier du cadre d'emploi des attachés territoriaux.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un agent contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées par l'article 3-2 de la loi n°94-53 du 26 janvier 1984. Ses fonctions seront les suivantes :

- Assister les élus dans la définition et la mise en œuvre des orientations stratégiques de la commune ;
- Préparer et mettre en œuvre les décisions municipales, assurer la sécurité juridique des actes et procédures ;
- Assurer la gestion et la coordination de l'ensemble des services,
- Accompagner le Maire et les élus dans la mise en œuvre des projets et assister l'autorité territoriale dans leur montage juridique et financier ;
- Élaborer le budget et assurer la gestion financière de la commune,
- Assurer la coordination avec les services métropolitains et les principaux partenaires de la commune.

Il devra dans ce cas justifier d'une formation supérieure (Bac +3 minimum) en droit public ou gestion des collectivités territoriales ou équivalent, et/ou détenir une expérience professionnelle en rapport avec les fonctions. Le traitement sera calculé par référence à l'échelle indiciaire du grade d'attaché.

Vu la Loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emploi des attachés territoriaux

Vu le tableau des emplois

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

Décide

- De procéder à compter du 1^{er} avril 2017 à la création au tableau des effectifs d'un emploi permanent à temps complet d'attaché, sur les grades d'attaché ou d'attaché principal dans le cadre d'emploi des attachés territoriaux, pour exercer la fonction de directeur général des services
- De modifier ainsi le tableau des effectifs,

- De dire que cet emploi pourra éventuellement être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour faire face à la vacance temporaire dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire, en application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à fixer le niveau de rémunération de l'agent recruté en application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, par référence à l'échelle indiciaire du grade d'attaché dans le cadre d'emploi des attachés territoriaux en prenant en compte le niveau de diplôme et l'expérience acquise ;
- De charger Monsieur le Maire de recruter l'agent affecté à ce poste,
- D'inscrire les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet ;
- De retirer la délibération N° 2016-068 du 21 décembre 2016.

16 – DÉLIBÉRATION AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'AGENT CONTRACTUEL POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ

Monsieur le Maire expose qu'en application de l'article 3,1°, la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée autorise le recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois.

L'absence de la policière municipale étant amenée à se prolonger pour une durée indéterminée, il convient dans l'attente de son retour de recruter un agent technique contractuel à temps complet

Le traitement sera calculé par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique, échelle C1 de rémunération (Indice Brut 347). Il bénéficiera, le cas échéant, des primes et indemnités instaurées par l'assemblée pour les agents non titulaires.

Le Conseil Municipal ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3, 1° ;

Considérant que les besoins du service justifient le recrutement d'un agent contractuel pour faire face ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité;

- décide de créer au tableau des effectifs un emploi non permanent d'agent contractuel dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie C à compter du 27 février 2017 pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans les conditions fixées par l'article 3, 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 pour une période de 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois.

- dit que cet agent assurera les fonctions d'agent technique à temps complet et sera chargé en particulier de veiller à la sécurité aux abords de l'école, de distribuer le courrier, d'effectuer et suivre l'affichage, d'effectuer des missions de surveillance générale du territoire de la commune, veiller à la bonne application des arrêtés relatifs aux travaux et à la voirie.

L'agent devra être titulaire du permis de conduire B.

La rémunération de l'Agent sera calculée par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique (indice brut 347). Il bénéficiera, le cas échéant, des primes et indemnités instaurées par l'assemblée pour les agents non titulaires

- s'engage à prévoir les crédits correspondants au budget.

17 – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET ARRÊTÉ DE PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS (PDU) DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE 2017-2030

Monsieur le Maire rapporte que le projet de Plan de Déplacements Urbains (P.D.U.) de l'agglomération lyonnaise 2017-2030 a été arrêté par délibération du comité syndical du SYTRAL en date du 9 décembre 2016.

En application de l'article L.1214-15 du code des transports, ce projet est soumis pour avis au conseil municipal de la Commune d'Albigny-sur-Saône.

Pour information, le projet de P.D.U. est téléchargeable sur le site du SYTRAL : <http://www.sytral.fr/157-plan-deplacements-urbains.htm>

Les principaux enjeux et spécificités du secteur Nord sont :

- la poursuite de la diminution du trafic automobile dans un secteur qui connaît des difficultés pour accéder au Centre ;
- l'intégration urbaine des franchissements des multiples coupures (voies ferrées, voies fluviales), notamment pour favoriser l'usage des vélos et de la marche pour les déplacements de proximité ;
- l'optimisation et l'organisation des déplacements vers le Centre de l'agglomération.

Ces enjeux sont particulièrement cruciaux pour le Val de Saône, et nécessitent la mise en place d'une stratégie multimodale cohérente visant à la fois :

- la réalisation d'aménagements de voirie en rive gauche visant à fiabiliser les temps de parcours en bus ;
- en rive droite, une optimisation nécessaire des capacités ferroviaires doit s'accompagner d'une stratégie de rabattement sur les gares, y compris depuis la rive gauche, qui puisse donner une vraie place aux modes alternatifs à la voiture.

Pour tout le territoire Nord, le maillage, la lisibilité et la sécurisation des itinéraires piétons et cyclables doivent être améliorés pour favoriser un développement beaucoup plus important du vélo notamment.

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le projet de Plan de Déplacement Urbain de l'agglomération lyonnaise arrêté par le comité syndical du SYTRAL le 9 décembre 2017

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Emet un avis favorable sur le projet de PDU de l'agglomération lyonnaise mais insiste sur la nécessité :
 - o D'un cadencement plus soutenu des transports en commun assurant la desserte des communes du Val de Saône,
 - o D'une réflexion efficace sur les parkings relais et en particulier sur celui d'Albigny, aujourd'hui tous saturés,
 - o De l'engagement et de la programmation sans tarder d'une liaison en site propre sur la rive gauche entre LYON et TREVoux.

18 – COMMUNICATION – RAPPORT ANNUEL 2015 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS DE L’EAU POTABLE ET DE L’ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l’eau potable et de l’assainissement établi par la Métropole de Lyon pour l’année 2015.

Conformément aux dispositions de l’article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport annuel est diffusé dans chaque mairie membre de la Métropole pour qu’il fasse l’objet d’une communication par le Maire à son Conseil Municipal.

Ce rapport a été présenté au Conseil de la Métropole de Lyon le 12 décembre 2016.

Il est téléchargeable sur le site www.grandlyon.com.

Les principaux indicateurs sont les suivants :

I - LE SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DE L’EAU POTABLE

a) L’exploitation du service public d’eau potable

Le rapport rend compte de la politique et des actions menées par la Métropole en sa qualité d’autorité organisatrice et de maître d’ouvrage du service ainsi que de la gestion du service délégué, au cours de l’année 2015 par les exploitants pour son compte et sous son contrôle.

Le nouveau contrat de délégation de service public de production et de distribution d’eau potable a pris effet le 3 février 2015 avec le prestataire Eau du Grand Lyon. Pour les 360 000 abonnés, il s’est traduit par une baisse du prix de l’eau.

Au 1^{er} janvier 2016, le prix du mètre cube d’eau potable payé par l’usager, comprenant une part Métropole et une part délégataire pour l’abonnement et pour la consommation, s’établit à 1,7286 € HT par mètre cube.

Ainsi, sur la base d’une consommation semestrielle de 60 mètres cubes, la part eau potable de la facture semestrielle de référence s’élève, abonnement et tous prélèvements pour tous organismes compris, à 109,42 € TTC, soit 1,8237 € TTC par mètre cube (TVA à 5,5 % sur l’ensemble des postes).

A noter que la Métropole a confié à Eau du Grand Lyon le déploiement de compteurs d’eau intelligents visant à rendre le réseau de distribution plus performant. Le déploiement, commencé en février 2015, s’achèvera fin 2018. L’abonné peut suivre sa consommation en temps réel et l’exploitant n’a plus besoin de se déplacer.

b) Les investissements financés et réalisés dans le cadre du budget annexe des eaux

En 2015, la Métropole a réalisé 18,254 M € HT d’études et de travaux, dont 5,613 M € HT au titre de l’extension et de la rénovation des réseaux et réservoirs, 1,478 M € HT au titre des équipements de distribution et de sécurité et 11,163 M € HT pour le rachat du parc de compteurs dans le cadre de la clôture des anciens contrats d’affermage.

En 2015, l’Agence de l’eau Rhône-Méditerranée et Corse a apporté 0,673 M € de financements pour ces travaux dans le domaine de l’eau potable, sous forme de subventions à la Métropole.

Enfin, dans le cadre de leurs obligations contractuelles de renouvellement, les délégataires ont dépensé 21,389 M € HT décomposé de la manière suivante :

- 0,851 M € HT par les anciens délégataires (du 1^{er} janvier au 2 février 2015),

- 12,824 M € HT par Eau du Grand Lyon pour le renouvellement (à partir du 3 février 2015),
- 7,714 M € HT par Eau du Grand Lyon pour les travaux de premier établissement (à partir du 3 février 2015).

Ainsi, ce sont 39,643 M € HT d'investissements réalisés par la Métropole et les délégataires en charge de l'exploitation du service dans le cadre de leurs engagements contractuels de renouvellement sur les réseaux et installations du service public d'eau potable.

II - LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'un des faits marquants de l'année 2015 est l'adoption du schéma général d'assainissement par délibération du 6 juillet 2015. Il fixe les grandes orientations pour la gestion des eaux usées et des eaux pluviales pour la période 2015-2027. L'enjeu est d'améliorer la qualité, la fiabilité et la capacité du système d'assainissement du territoire.

a) L'exploitation du service public d'assainissement collectif

Le service public d'assainissement collectif est géré en régie par la Métropole. Il est financé principalement par la redevance d'assainissement prélevée par la Métropole sur chaque mètre cube d'eau en provenance du réseau de distribution d'eau potable ou de toute autre source et rejeté au réseau public d'assainissement collectif.

Au 1^{er} janvier 2016, le taux de la redevance d'assainissement collectif est de 0,9790 € HT par mètre cube. Ainsi, sur la base d'une consommation semestrielle de 60 mètres cubes, la part variable assainissement de la facture semestrielle de référence s'élève, tous prélèvements pour tous organismes compris, à 76,59 € TTC, soit 1,2764 € TTC par mètre cube (TVA à 10 % sur l'ensemble des postes), la tarification assainissement ne comportant pas de part fixe.

b) Les investissements financés et réalisés dans le cadre du budget annexe de l'assainissement

En 2015, dans le cadre du budget annexe de l'assainissement, la Métropole a réalisé pour 22,923 M € HT d'investissements au titre de l'extension et de l'amélioration des réseaux, des stations d'épuration et de relèvement et des raccordements à l'égout public selon le détail ci-dessous :

- sur les réseaux d'assainissement collectif : 18,285 M € HT,
- sur les 12 stations d'épuration : 3,483 M € HT,
- sur les diverses études, acquisition de matériel et véhicules d'exploitation, logiciels techniques (télégestion et systèmes d'information géographiques) : 1,154 M € HT.

En 2015, l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse a apporté 2,097 M € de financements pour ces travaux sur les réseaux d'assainissement et stations d'épuration, sous forme de subventions à la Métropole.

Le Conseil Municipal de prend acte du rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement établi au titre de l'année 2015.

19 – COMMUNICATION – RAPPORT ANNUEL 2015 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Monsieur Michel BALAIS présente au Conseil Municipal le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets (année 2015) présenté au Conseil de la Métropole de Lyon le 12 décembre 2016.

Ce rapport a été établi conformément aux dispositions du Décret n°2000-404 du 11 mai 2000 relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Ce rapport doit faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal. Le contenu du rapport sur le service d'élimination des déchets sera tenu à la disposition du public au siège de la Métropole de Lyon et dès sa transmission, dans toutes les mairies des Communes membres.

Ce rapport est téléchargeable sur le site www.grandlyon.com.

Les principaux indicateurs sont les suivants :

I - POUR LA PRÉVENTION ET LA COLLECTE DES DÉCHETS

a) Indicateurs quantitatifs

- Baisse des quantités d'ordures ménagères assimilées produites par habitant (- 1,17 %) avec une augmentation de la quantité de verre produite par habitant (+ 2,24 %) : atteinte de l'objectif de réduction de 7 % (depuis 2009) fixé par le programme de prévention de la Communauté Urbaine de Lyon à laquelle s'est substituée la Métropole de Lyon au 1^{er} janvier 2015.
- Baisse des quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant (- 1,45 %) : - 5 % depuis 2009. L'objectif fixé par la loi sur la transition énergétique est une baisse de 10 % de 2010 à 2020.
- Baisse des tonnages collectés en déchèterie (- 1,6 %) du fait, notamment, d'une forte baisse des déchets végétaux (année plutôt sèche). Hausse de la collecte des déchets diffus spécifiques, des textiles et des meubles avec quatre nouvelles déchèteries équipées en bennes meubles. Nouvelle baisse du tonnage des encombrants.
- Développement de dispositifs de collecte alternatifs aux déchèteries assurant un service de proximité aux usagers : 154 points de collectes spécifiques des sapins, 52 collectes spécifiques de végétaux sur 10 Communes, test de collectes de proximité en centre-ville pour les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et renforcement de la communication sur les dispositifs hors service public d'élimination des déchets.

b) Indicateurs qualitatifs

- Candidature de la Métropole retenue pour les appels à projets d'éco-emballages (plan d'amélioration de la collecte) et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ("zéro déchet, zéro gaspillage").
- Développement de nouvelles actions visant à améliorer les performances de tri, en lien avec le plan d'amélioration de la collecte d'éco-emballages : déploiement des points de collecte du verre, mise en place de silos de proximité, augmentation des actions de communication.
- Continuité des actions des messagers du tri et des équipes d'optimisation sur la qualité de la collecte sélective.
- Poursuite des actions engagées en matière de prévention des déchets, notamment, le développement du compostage collectif avec la mise en place de 11 nouveaux projets collectifs (4 en pieds d'immeubles et 7 au sein d'un quartier) et d'un projet en cantine. Ce sont donc au total 59 projets qui sont en place. Les actions de sensibilisation sur la thématique de la prévention ont été développées auprès des publics scolaires (interventions dans les écoles auprès de 670 élèves) et du grand public lors de manifestations.

II - POUR LE TRAITEMENT DES DÉCHETS

- Reprise d'une activité complète à l'usine d'incinération de Rillieux la Pape permettant un retour à un plein potentiel de traitement et, notamment, la prise en charge de 31 562 tonnes de déchets non ménagers à l'unité de traitement et valorisation énergétique (UTVE) Lyon sud, dans le cadre de conventions d'incinération.
- Priorité donnée à la valorisation matière et énergétique pour le traitement des déchets ménagers et assimilés (taux de valorisation de 90 %) :

- 99 % des ordures ménagères résiduelles ont été incinérées, seul 1 % a été stocké en période de délestage de l'une des deux unités de traitement.
- 66 % des déchets apportés en déchèterie ont été orientés vers la valorisation matière.
- Baisse de la quantité de déchets non dangereux stockés (- 11,6 %) due à la baisse d'encombrants et au retour au plein potentiel de traitement de l'usine d'incinération de Rillieux la Pape.
- Valorisation de 67 869 tonnes de mâchefers dans des chantiers du Rhône, de l'Ain et de l'Isère.

III - POUR LES ACTIONS SOLIDAIRES

La Métropole de Lyon a poursuivi en 2015 ses actions solidaires, à savoir :

- Subvention à l'Association française contre les myopathies grâce au geste de tri du papier tout au long de l'année : 9 191,85 € de don.
- Don à la Ligue contre le cancer grâce à la collecte du verre : 81 539 €.
- 277 tonnes de vêtements collectés au profit de l'entreprise solidaire Le Relais (Emmaüs) et du Foyer Notre-Dame des Sans Abris.
- Ouverture de neuf donneries dans des déchèteries de l'agglomération, avec pour double objectif de réduire le gaspillage et limiter la production de déchets. Les dons sont remis à des associations relevant de l'économie sociale et solidaire.

Le Conseil Municipal de prend acte du rapport relatif au prix et à la qualité du service public d'élimination des déchets établi au titre de l'année 2015.

La séance est levée à 21 heures 58.